



C_2016_021

**EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**

SÉANCE DU JEUDI 31 MARS 2016

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Systèmes d'Information

L'an deux mille seize le trente et un mars à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	60

**Objet de la
délibération:
Signature de la
convention relative à
la dématérialisation
des documents
d'urbanisme par le
Centre Régional de
l'Information
Géographique**

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Brigitte DUBOUIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Mathilde KOUJI-DECOURT, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Florence LEROUX, Grégory LOEW, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Sophie DUFOUR pouvoir à Frédéric MARCEL, Jutta AUGUIN pouvoir à Francine FIORINI, Alain BOUCHER pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Nathalie GONZALES pouvoir à Alain PARLANTI, Malika GUELLATI pouvoir à Michèle PELASSY, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Jacques LECOINTE, Alain HAINAUT pouvoir à Richard STRAMBIO, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS, Valéria VECCHIO pouvoir à Thierry RUDNIK

ABSENT(S) :

Gilbert BOUZEREAU, Sandrine MARY-BOUZEREAU, David SONNEVILLE

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Hugues MARTIN

Transmis le : **04 AVR. 2016**

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Le Président du Conseil Régional et le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ont signé le 08 mars 2010 une convention cadre de partenariat sur la dématérialisation des documents d'urbanisme .

Cette convention mandate le Centre Régional de l'Information Géographique (CRIGE-PACA) pour appuyer et coordonner la démarche à l'échelon régional.

L'objet de la convention a été renforcé par l'ordonnance du 19 décembre 2013, visant à améliorer les conditions d'accès de la population aux Documents d'Urbanisme et aux Servitudes d'Utilité Publique, au travers du Géoportail de l'Urbanisme, à terme point d'accès unique aux Documents d'Urbanisme.

C'est dans ce contexte réglementaire qu'à partir du 1er janvier 2016, les autorités compétentes en matière d'urbanisme (communes et Établissements Publics de Coopération Intercommunale), devront transmettre les évolutions et changements de procédures de leurs documents d'urbanisme sous forme numérique.

Sur un plan technique, l'ordonnance du 19 décembre 2013 prévoit que la dématérialisation des documents d'urbanisme respecte le standard « CNIG » de numérisation établi par le Conseil National de l'Information Géographique et adopté par la Commission de Validation des Données pour l'Information Spatialisée du Ministère de l'Ecologie.

Sur le département du Var, la moitié des communes dispose d'un document d'urbanisme dématérialisé. Mais tous ne sont pas conformes au standard « CNIG », et seulement une petite partie est régulièrement tenue à jour.

Le lancement d'un marché pour la création d'une couverture départementale de documents d'urbanisme normalisés et actualisés, financé par la Région et la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, va permettre aux services des collectivités en charge de l'instruction et aux services de l'Etat en charge du contrôle de légalité, de disposer de documents facilement exploitables, d'ores et déjà conformes avec les attendus de l'ordonnance du 19 décembre 2013.

Ce projet va surtout permettre la mise en place d'une organisation solide et concertée entre tous les acteurs concernés, pour garantir dans un premier temps la qualité finale des documents dématérialisés puis, dans un second temps, et sur le long terme, une actualisation régulière des documents produits.

Préalablement au lancement de ce marché, le CRIGE-PACA propose aux collectivités intéressées par ce dispositif de conclure une convention de partenariat dont l'objet est de définir les conditions techniques et organisationnelles nécessaires aux transmissions de données et aux contrôles des travaux de numérisation entre les communes concernées, la CAD, la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, et le CRIGE-PACA.

Envoyé en préfecture le 04/04/2016

Reçu en préfecture le 04/04/2016

Affiché le

ID : 083-248300493-20160834-2016_021-DE

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la Commission Développement économique et numérique du 08 mars 2016 et de la Commission urbanisme du 18 mars 2016, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- autoriser Monsieur Le Président à signer la convention relative à dématérialisation des documents d'urbanisme avec le CRIGE Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 31 mars 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaut rejet.